



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS
102-103
8 janvier 2007

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

ILS ONT TOUS PEUR D'UNE NOUVELLE MOBILISATION SPONTANÉE DES TRAVAILLEURS ET DE LA JEUNESSE

Il aura suffi d'une poignée de tentes installées sur un quai de Paris pour que, en quelques jours, la question du logement social devienne politiquement centrale : les partis et candidats à l'élection présidentielle ont multiplié les déclarations, promettant, disent-ils, de résoudre la question du logement ; et quasiment tous sont allés signer la « charte du canal Saint Martin ». Mais c'est Chirac qui, le 31 décembre, en présentant ses vœux, a raflé la mise en reprenant à son compte le projet du « droit au logement opposable », annonçant qu'une loi serait déposée en urgence. Ségolène Royal, dont chacun avait remarqué les atermoiements a dû alors, à son tour, réagir, se souvenant du programme du Parti socialiste (qui demandait ce même droit opposable...) et des propositions de son rival Fabius.

Comment un mouvement initié par une poignée de jeunes acteurs indignés par la situation des SDF – mouvement fort limité dans son ampleur - a-t-il pu provoquer de telles réactions ?

Une duperie politique

La promesse d'un « droit opposable » n'engage pas l'actuel gouvernement : il faudra des années pour qu'il puisse commencer à être effectif. Pire, la bourgeoisie et l'UMP ont entravé la construction de HLM et continueront de le faire: ils proposent, à l'inverse, d'« inciter » les locataires à devenir propriétaire, sur le modèle espagnol, c'est à dire en contraignant davantage de travailleurs à s'endetter jusqu'à la fin de leur vie, faute de trouver une location à prix correct. Autre proposition: chasser de leur HLM les locataires dont les enfants ont grandi, surtaxer ceux dont les revenus sont jugés trop élevés, pour les inciter à acheter. Et constatons que Royal, qui avait refusé avec dédain l'exigence « zéro SDF », propose comme l'UMP que les locataires de HLM achètent leur appartement... Ni Buffet ni Royal ne proposent le blocage des loyers, mais une limitation du loyer de quelques uns (à « 20% du revenu » pour Buffet, 25% pour le PS), ce qui permet une hausse massive pour les autres.

Et le fait que « les enfants de Don Quichotte » se mettent « au dessus des partis », en appellent au « consensus » entre tous les partis...avec le vœu de mettre en échec « l'extrémisme de droite et de gauche » (sic) était « pain béni » pour Chirac.

Une situation explosive

Mais un tel droit, opposable à l'État, est concédé alors que manque officiellement près d'un million de logements sociaux, (plus de trois millions en réalité), et que l'on détruit des HLM. Pour les travailleurs et la jeunesse, la situation est de plus en plus insupportable: nombre de sans-domicile sont des salariés, nombre de travailleurs ne trouvent pas d'appartement, faute de garanties suffisantes pour le propriétaire, et ceux qui ont un logement sont écrasés par les loyers ou les emprunts à rembourser. Le gouvernement, mais aussi Royal et Buffet, savent qu'en Espagne les manifestations, de jeunes en particulier, se multiplient pour exiger des logements à prix correct. Ils savent que les travailleurs sont loin d'être hostiles aux occupations d'immeubles vides. Et ils n'oublient pas la puissante mobilisation qui a contraint Chirac, il y a peu, à retirer le CPE. Aussi redoutent-ils que ne surgisse sur cette question du logement un puissant mouvement spontané portant de vraies revendications : blocage des loyers, réquisition immédiate de tous les immeubles vacants (en particulier les logements et bureaux détenus par les banques et les compagnies d'assurances), expropriation des terrains nécessaires à la construction massive, par l'État, de HLM, de résidences pour les étudiants et pour les jeunes travailleurs.

Ils sont donc tous d'accord, soudainement, pour reconnaître ce « droit » revendiqué en vain depuis de nombreuses années... et pour renvoyer au-delà des élections la solution concrète de la construction

Chirac à l'offensive

La véritable question est la suivante : comment se fait-il que Chirac, battu aux élections de 2004, battu au référendum de 2005, défait en 2006 par la mobilisation le contraignant à retirer le CPE, peut-il, trois mois avant l'élection présidentielle, se permettre de tirer les marrons du feu en cette affaire ? Comment se fait-il que Chirac, considéré comme un cadavre politique, puisse aujourd'hui prétendre « cadrer » la situation politique, et, vœux après vœux, définir les questions sur lesquelles devrait se mener la campagne électorale, contraignant Sarkozy et Royal à se déterminer par rapport à ses initiatives ?

L'offensive de Chirac reflète des désaccords profonds au sein de la bourgeoisie quant au moyen de défendre les intérêts de l'impérialisme français: s'aligner sur les Etats-Unis, comme le prône Sarkozy, ou s'arrimer à la puissance allemande tout en prenant des « poses gaulliennes », façon Chirac ? Mais le problème, pour les travailleurs, c'est que le PS et le PCF, ainsi que les dirigeants de la CGT et de FO, ont laissé le terrain libre aux associations caritatives et à Chirac. Celui-ci peut donc poursuivre jusqu'au dernier moment les attaques contre les travailleurs et la jeunesse: expulsion de travailleurs et de jeunes sans papiers, attaques contre le statut des enseignants, contre celui des fonctionnaires...sans parler des énormes cadeaux fiscaux annoncés pour les entreprises. Ceci vient s'ajouter aux attaques sans précédent contre les retraites, le pouvoir d'achat, le Code du travail, etc.

La raison de fond, c'est que ni en 2004, ni en 2005, ni en 2006, les dirigeants du PS et du PCF n'ont exigé le départ immédiat de Chirac, ni mobilisé pour le chasser. Au contraire, ils n'ont cessé de répéter que Chirac était légitime jusqu'à la fin de son mandat. Ils ont ainsi protégé la Vème République et l'ordre bourgeois. Et bien évidemment, le PS et le PCF, tout en revendiquant des logements sociaux, refusent de s'attaquer aux intérêts de la bourgeoisie, à la propriété du capital

Aujourd'hui, tous les discours de Royal (contre les enseignants, pour l'ordre juste...), ses vœux pour « la nation » et « les entreprises », servent de repoussoir et confortent Chirac et Sarkozy. Buffet, quant à elle, qui fut ministre de Jospin aux côtés du très bourgeois parti Radical, affirme désormais qu'elle ne sera jamais ministre d'un gouvernement avec le PS, surtout avec Royal. Mais quelle alternative offre-t-elle alors que son programme est fondamentalement le même ? Buffet, la LCR et différents collectifs du Non se sont déchirés sur une question décisive: par quel gouvernement remplacer celui de Chirac ?

La désignation de Royal, imposée au PS par les médias, de même que la division entre PS et PCF ou que les déchirements entre le PCF et ses alliés, relèvent du même processus : cette situation a été créée parce que le PS et le PCF ont refusé le combat pour chasser Chirac, et d'être alors candidats au pouvoir.

Imposer au PS et au PCF qu'ils reprennent les revendications ouvrières

C'est par leur mobilisation que les travailleurs peuvent imposer aux dirigeants syndicaux, au PS et au PCF qu'ils engagent, sans attendre les élections, la mobilisation unie sur leurs revendications, qu'ils cessent de négocier les projets de Chirac, comme ce fut le cas lors de la mobilisation contre le CPE.

Imposer l'unité au PS et au PCF sur les revendications ouvrières permet de commencer à répondre à la question : Par quel gouvernement remplacer celui de Chirac? Par un gouvernement de ces deux partis, sans alliance avec des partis bourgeois, appuyé sur une majorité de députés du PS et du PCF C'est la mobilisation unie qui pourra imposer à une telle majorité qu'elle satisfasse les revendications, brisant les pouvoirs exorbitants de la Présidence, mettant à bas ce bonapartisme décomposé de la V^{ème} République.

Dès aujourd'hui, sur la question du logement, ceci implique que les organisations syndicales reprennent à leur compte les revendications suivantes : **expropriation des immeubles vacants, arrêt des destructions (et des ventes) de HLM, blocage des loyers, arrêt des expulsions, réquisition de tous les terrains nécessaires, plan de construction –sous contrôle des travailleurs – de 300 000 HLM par an au moins, de résidences pour étudiants et jeunes travailleurs, financés par le patronat.**

Et ceci implique que les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, imposent au PS et au PCF de reprendre dans l'unité ces revendications.